

Formulaire pour la consultation relative à l'avant-projet de révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)

Réponse au questionnaire 1

ID de la réponse	76
Date de soumission	2019-09-15 16:34:50
Dernière page	2
Langue de départ	fr
Tête de série	1191186853
Date de lancement	2019-09-15 15:44:49
Date de la dernière action	2019-09-15 16:34:50

Adresse

Nom de l'organisme	Commune de Vex - Santé, secours et assistance, affaires sociales & Intégration
Personne de contact	Caroline Tschanz-Branca - conseillère communale en charge du dicastère
Téléphone	0786441378
Date	2019-09-15 00:00:00

Questions

1. Le chapitre sur les dispositions générales a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ? Plutôt oui
1. Le chapitre sur les dispositions générales a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ? [Commentaire]

2. Le chapitre sur l'organisation de l'aide sociale a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?
Plutôt oui
2. Le chapitre sur l'organisation de l'aide sociale a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ? [Commentaire]
art. 8, al.1, let. j: information sur le résultat de l'enquête en cas de mise en évidence d'une infraction: il faut que la tâche d'informer la personne sur le résultat de l'enquête soit fait par la commune (en collaboration avec le CMS)
3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la compétence à raison du lieu. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?
Oui
3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la compétence à raison du lieu. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ? [Commentaire]
4. Le chapitre 4 regroupe les différents instruments du dispositif d'aide sociale, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?
Plutôt non
4. Le chapitre 4 regroupe les différents instruments du dispositif d'aide sociale, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ? [Commentaire]
Art. 22 Système de gestion électronique des données. alinea 3. -> Je souhaiterais plus de précision quant à la notion suivante : " respect des normes de protection des données" qui me semble vague. Art. 23 Autres instruments 1. Le Conseil d'Etat peut au besoin créer d'autres instruments afin de faciliter la mise en œuvre de la présente loi -> Ce point qui peut ouvrir la porte a trop de liberté quant à la mise en place au besoin d'autres instruments doit être précisé.
5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la prévention sociale et l'aide personnelle (non financière) ?
Oui
5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la prévention sociale et l'aide personnelle (non financière) ? [Commentaire]
Il serait bon de supprimer la mention de "public cible" trop réductrice.
6. Êtes-vous favorable au renforcement des mesures d'insertion socio-professionnelle et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?
Non
6. Êtes-vous favorable au renforcement des mesures d'insertion socio-professionnelle et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ? [Commentaire]
7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'aide matérielle, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?
Plutôt oui
7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'aide matérielle, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ? [Commentaire]
Art. 46, al. 1, let e) il faut préciser ce que l'on entend par : "emploi convenable".
8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de dessaisissement de fortune (art. 32) ?
Oui
8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de dessaisissement de fortune (art. 32) ? [Commentaire]

9. Êtes-vous favorable au maintien du remboursement de l'aide sociale à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ?
Plutôt oui
9. Êtes-vous favorable au maintien du remboursement de l'aide sociale à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ? [Commentaire]
10. L'avant-projet prévoit un délai de prescription de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ?
Oui
10. L'avant-projet prévoit un délai de prescription de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ? [Commentaire]
11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la protection des données et l'échange d'informations ?
Oui
11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la protection des données et l'échange d'informations ? [Commentaire]
12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale ?
Plutôt oui
12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale ? [Commentaire]
Il est important de préciser qui sont les "inspecteurs spécialisés": formations, compétences, appartenance ou non à un service cantonal. Il est fondamental que la commune soit sollicitée par le SAS en cas de fraude, car c'est elle qui est lésée.
13. Êtes-vous favorable à l'introduction de dispositions pénales cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ?
Oui
13. Êtes-vous favorable à l'introduction de dispositions pénales cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ? [Commentaire]
14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés aux organisations à caractère social ?
Oui
14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés aux organisations à caractère social ? [Commentaire]
15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la répartition des frais entre l'Etat et les communes ?
Oui
15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la répartition des frais entre l'Etat et les communes ? [Commentaire]
16. Autres observations, remarques ou propositions :